

# Économies réalisables grâce à l'assurance médicaments

**Un régime public et universel d'assurance médicaments permettrait d'économiser 10,7 milliards de dollars par année.**

Voici deux scénarios qui permettraient de contenir les coûts des médicaments avec un régime public universel d'assurance-médicaments. À noter que ces économies prennent déjà en considération une augmentation des coûts de 10 % pour l'assurance-médicaments universelle, parce qu'elle couvrirait tous les Canadiens.

**PREMIER SCÉNARIO Introduction d'un régime public universel d'assurance-médicaments conjointement avec une révision modérée des politiques industrielles liées aux coûts des médicaments**

<b>Dépenses actuelles en médicaments prescrits</b>	<b>25,1 milliards \$</b>
<i>Économies réalisables avec un régime public universel d'assurance-médicaments :</i>	
▶ Amélioration des choix thérapeutiques et économies sur les frais d'ordonnance	2,51 milliards \$
▶ Élimination des régimes d'assurance-médicaments privés (économies sur les frais d'administration et les subventions à caractère fiscal)	1,49 milliard \$
▶ Révision des politiques de prix pour les médicaments brevetés afin que le Canada passe du quatrième au sixième rang du pays le plus cher au monde	1,43 milliard \$
▶ Éliminer le système des rabais accordés en pharmacie à l'achat de médicaments génériques, ce qui contribue à la hausse des prix	1,31 milliard \$
▶ Éliminer la franchise mensuelle et la règle des 15 ans pour la protection des brevets des médicaments au Québec	246 millions \$
<b>Économies nettes réalisées grâce au régime public universel d'assurance médicaments</b>	<b>4,48 milliards \$</b>

**DEUXIÈME SCÉNARIO Introduction d'un régime public universel d'assurance-médicaments conjointement avec l'abrogation des politiques industrielles liées aux coûts des médicaments**

<b>Dépenses actuelles en médicaments prescrits</b>	<b>25,1 milliards \$</b>
<i>Économies réalisables avec un régime public universel d'assurance-médicaments :</i>	
▶ Économies sur les frais d'ordonnance	502 millions \$
▶ Économies de coûts avec grâce à l'examen rigoureux des médicaments et à la négociation des prix (comme en Nouvelle-Zélande)	10,2 milliards \$
▶ Éliminer la franchise mensuelle et la règle des 15 ans pour la protection des brevets des médicaments au Québec	246 millions \$
▶ Élimination des régimes d'assurance-médicaments privés (économies sur les frais d'administration et les subventions à caractère fiscal)	1,49 milliard \$
<b>Économies nettes réalisées grâce au régime public universel d'assurance médicaments</b>	<b>10,7 milliards \$</b>

Plusieurs pays y compris la France, le Royaume-Uni, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont mis en place des régimes universels d'assurance-médicaments et, comme résultat, ils paient leurs médicaments nettement moins chers qu'au Canada. Le choix est clair : soit mettre en place une assurance médicaments universelle et publique qui offrira à tous les Canadiens une couverture plus étendue à moindre coût ou le statu quo qui laisse des millions de Canadiens sans assurance médicaments, pendant que la croissance des coûts devient hors de contrôle.

**Source** Marc-André Gagnon, Argumentaire économique pour un régime universel d'assurance-médicaments; Coûts et bénéfices d'une couverture publique pour tous, CCPA: Ottawa, 2010.